

Duhamel, Luc : *Les Soviétiques et les voies de la révolution en Europe occidentale de Lénine à Brejnev*. Montréal – Paris, Les Presses de l'Université de Montréal – Éditions Anthropos, 1981, 291 p.

Jean-Christophe Romer

Volume 14, Number 1, 1983

La politique étrangère du Canada dans les années quatre-vingt

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701491ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701491ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Romer, J.-C. (1983). Review of [Duhamel, Luc : *Les Soviétiques et les voies de la révolution en Europe occidentale de Lénine à Brejnev*. Montréal – Paris, Les Presses de l'Université de Montréal – Éditions Anthropos, 1981, 291 p.] *Études internationales*, 14(1), 196–198. <https://doi.org/10.7202/701491ar>

de puissance continentale (régionale) en une puissance mondiale, ce qui augmente d'autant les risques de confrontation entre l'URSS et les États-Unis, notamment en raison de la multiplication des lieux d'affrontement possibles.

Sur la question de l'Europe de l'Est, les relations de l'URSS avec ses alliés sont passées d'un type coercitif sous Staline à une plus grande souplesse au cours des vingt dernières années, laissant une certaine autonomie, mais une autonomie dans des limites très précises, à ces pays. Et ce, sous la double action d'une certaine désagrégation du mouvement communiste international et d'une forte pression maintenue sur ces pays par le biais du CAEM et du Pacte de Varsovie.

Le seul domaine qui se soit véritablement détaché du stalinisme est la politique à l'égard du Tiers-Monde. Inexistante en théorie et en pratique, l'action de l'URSS dans le Tiers-Monde ne prend une place essentielle qu'à la fin des années 1960. Mais, dans ce domaine encore, les Soviétiques font preuve d'un grand sens de l'opportunité exploitant chaque fois que cela a été possible les erreurs des pays occidentaux dans le Tiers-Monde, préférant mener dans ces pays une politique de « coexistence compétitive » (p. 331) à une politique de coexistence pacifique.

L'intérêt de cet ouvrage est double. Il donne tout d'abord une vision globale de l'ensemble des problèmes de l'Union soviétique depuis 1953, à la fois dans les domaines politiques, économiques, sociaux, culturels et internationaux. L'autre intérêt est de constater que les auteurs, tous parfaitement documentés, ont réalisé un travail d'où les passions politiques sont absentes.

Jean-Christophe ROMER

Université de Strasbourg III, France

DUHAMEL, Luc: *Les Soviétiques et les voies de la révolution en Europe occidentale de Lénine à Brejnev*. Montréal – Paris, Les Presses de l'Université de Montréal – Éditions Anthropos, 1981, 291 p.

Le développement du phénomène euro-communiste dans certains pays d'Europe occidentale et au Japon a donné à l'auteur l'occasion de (re-) poser la question des moyens et méthodes de prise du pouvoir par les PC depuis Lénine.

À un moment où le marxisme-léninisme a été de nombreuses fois « révisé » depuis le début du siècle et où le mouvement communiste international ne répond plus aux critères d'unité et d'organicité qu'il avait à l'origine, il n'était pas inutile de faire le point sur cette question de la prise du pouvoir par les PC. Luc Duhamel a opté pour une vision que l'on pourrait qualifier de « russocentriste » en prenant comme modèle exclusivement ceux qui ont « fait » l'URSS, de Lénine à Brejnev.

La question qui se posera à chacun des dirigeants soviétiques sera donc de savoir si une prise de pouvoir révolutionnaire nécessite l'utilisation de la violence et dans le cas contraire, quelle forme non violente peut-elle prendre: illégale (grèves, manifestations) ou légale (parlementaire).

C'est entre ces trois termes qu'évoluera la pensée soviétique privilégiant tantôt l'une tantôt l'autre de ces formes en fonction des circonstances et des nécessités à la fois intérieures et extérieures. La ligne directrice de l'ouvrage est en effet de montrer qu'il n'existe pas de dogme immuable en ce domaine.

Parler d'une révision du Léninisme par ses successeurs devient dans ces conditions extrêmement difficile dans la mesure où l'on se rend compte que l'une des principales caractéristiques des conceptions de Lénine aura justement été une très grande capacité d'adaptation aux circonstances. Ainsi Lénine a-t-il privilégié tantôt les phases violentes, tantôt les phases non violentes mais n'a cependant jamais retenu les moyens légaux parlementaires comme étant applicables.

Un des intérêts de cet ouvrage est d'avoir pu également confronter les conceptions de Lénine à celles de la base du parti de Petrograd en 1917. On constate alors que les positions de la base sont bien plus modérées que celles de leur chef et que ce sont ces conceptions là que Staline reprendra à son compte lorsqu'il succédera à Lénine.

Paradoxalement donc, Staline, du vivant de Lénine, fera montre d'une grande réticence à l'égard des méthodes violentes qui selon lui doivent rester exceptionnelles. La violence doit rester une arme strictement défensive du prolétariat répondant à l'usage éventuel de la violence par l'ennemi de classe (p. 102). Cela dit, les voies légales ne sont pas pour autant admises.

Pour des raisons essentiellement internes, la lutte pour la succession de Lénine-Staline reviendra sur cette modération au cours des années 1924-1933. Sa position prendra alors la forme de la négation systématique des conceptions de Trotski.

Trotski en effet a toujours été favorable – à l'exception de la période du Communisme de Guerre – aux moyens non violents non seulement illégaux mais également légaux et à l'alliance avec la social-démocratie. À partir de là, il serait, selon l'auteur, possible de rapprocher cette conception de Trotski des décisions adoptées par le XX^{ème} Congrès du PCUS (1956) reconnaissant la multiplicité des voies d'accès au socialisme (p. 179).

L'autre grande décision du XX^{ème} Congrès, la mise à l'ordre du jour de la coexistence pacifique, imposera aux dirigeants soviétiques de mettre de côté les tactiques violentes de prise de pouvoir au profit des tactiques non violentes, y compris légales notamment, en obtenant une majorité de coalition avec les sociaux-démocrates. Mais cette attitude en faveur du parlementarisme verra de nombreuses éclipses entre 1956 et 1980, liées, comme par le passé, au contexte international avec toutefois une tendance générale vers un durcissement des positions. La crise tchécoslovaque de 1968, le coup d'État militaire au Chili contre le gouvernement Allende en 1973, l'abandon par plusieurs PC occidentaux

de concepts de base du marxisme-léninisme seront autant d'éléments qui inciteront les théoriciens et idéologues du Kremlin à émettre des doutes sur la possibilité de prendre et de conserver le pouvoir sans avoir à user de la violence.

Mais l'élément essentiel, voire permanent, incitant les Soviétiques à durcir leur position reste l'attitude de la Chine populaire et de ses dirigeants. Sur ce point, et bien que la question soit abordée ici et là dans les deux chapitres consacrés respectivement à Khrouchtchev et à Brejnev, il est dommage que l'auteur n'ait pas choisi de consacrer un chapitre entier aux conceptions chinoises de la prise du pouvoir. Il ne faut en effet pas oublier que cette question reste à la base de la naissance du « conflit » sino-soviétique. Même si Mao Ze Dong s'adressait en priorité aux pays en développement – Le Troisième Monde –, ses théories n'en constituent pas moins un apport essentiel à la théorie marxiste-léniniste.

La question chinoise a par ailleurs été un élément extrêmement important du débat sur l'eurocommunisme et notamment sur le maintien ou non de la reconnaissance implicite de Moscou comme centre du mouvement communiste international. Le Maréchal Tito avait ainsi estimé, en octobre 1978, que le test de l'indépendance des partis eurocommunistes se ferait, dans une large mesure, sur la question de la Chine.

L'intérêt du livre de Luc Duhamel, outre sa présentation extrêmement pédagogique, se situe à un double niveau. Tout d'abord, il opère une démythification de la conduite de la politique soviétique, montrant une certaine continuité entre Lénine et Brejnev. Si l'attitude des dirigeants a changé, il n'en demeure pas moins que le principe présidant à ces changements est resté le même depuis Lénine: le pragmatisme.

Le deuxième intérêt de cet ouvrage est de montrer que certains dirigeants soviétiques n'étaient pas les doctrinaires que l'on croyait tout au moins sur cette question de la prise du pouvoir. Si l'image de Lénine tacticien, de Khrouchtchev et Brejnev réformateurs et diplomates est désormais classique, celle de Sta-

line et de Trotski est bien plus originale. Staline n'est plus le dogmaticien rigide ni Trotski le tenant de la seule révolution permanente. L'un et l'autre ont su en fait s'adapter aux circonstances et faire preuve d'opportunisme tant sur le plan pratique que théorique.

Jean-Christophe ROMER

Univeristé de Strasbourg III, France

MARCOU, Lilly (sous la direction de). *L'Urss vue de gauche*. Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui » 1982. 296 p.

Ce livre regroupe les travaux d'un séminaire tenu sous les auspices du CNRS et qui avait deux buts : – essayer de mettre en évidence l'opinion des divers groupes de gauche et des grandes figures du socialisme sur l'URSS ; – tenter d'éclairer les rapports entre les divers partis communistes et l'Union soviétique.

Je ne suis pas persuadé que, malgré les qualités des divers participants, ces buts soient atteints. Je n'ai pas retiré de la lecture de cet ouvrage des idées plus claires sur les problèmes traités. Mais, après tout, il n'est jamais aisé de tracer des sentiers dans une forêt épaisse...

Le livre, pourtant, suit un plan logique : – Une première partie consacrée aux « grandes figures » ; – Une deuxième, étudiant les « appareils ». La première comporte des études sur K. Kautsky, L. Trotsky, les divers membres de « l'austro-marxisme », R. Luxembourg, L. Blum. Chose qui me semble curieuse : rien sur les marxistes italiens, notamment A. Gramsci.

La seconde décrit les rapports entre l'URSS et, plus précisément, le P.C.U.S avec d'autres partis communistes : français, espagnol, italien, et avec les divers mouvements syndicaux. Ce qui restreint le cadre à l'euro-communisme et laisse en dehors, systématiquement, l'étude d'autres partis intéressants, notamment ceux de Chine et Cuba. Mais il fallait bien choisir et le séminaire, lequel s'est tenu de 1979 à 1981, n'a été consacré qu'au

mouvement communiste européen. Cependant, même dans ces conditions, l'oubli de la Yougoslavie me semble, lui aussi, assez étrange.

Les divers exposés sont sérieusement étoffés, mais d'une présentation pas toujours d'une clarté remarquable ! Une chose est certaine : ce n'est pas le type d'ouvrage pouvant faire l'objet de lecture rapide ! Je crois comprendre pourquoi : les grandes lignes n'apparaissent pas nettement. Plus ou moins ouvertement, tous les auteurs sont de sympathies marxistes. Et ceci est peut-être la raison de leur embarras à, sinon justifier, du moins expliquer certaines décisions ou positions soviétiques ; dès lors, comment bien présenter ce qu'on ne conçoit pas soi-même clairement ?

Ce que ce livre, à mon sens, ne fait pas assez ressortir peut être résumé en deux mots : contradictions et circonstances. Je crois fermement qu'on ne peut pas se faire une opinion valable de l'URSS et de ses politiques sans tenir compte de ces deux éléments qu'il est, incidemment, curieux de voir des marxistes négliger.

La première contradiction, fondamentale, est que le premier État socialiste ait été créé dans un pays à base agricole, avec une population relativement arriérée. Si l'on se souvient que le servage n'a été aboli qu'en 1869, cela signifie que la grande majorité du peuple russe est passée du moyen-âge féodal au futur socialiste en un demi-siècle. À en juger par les résultats actuels de l'économie soviétique, il se peut que ce choc ne soit pas encore complètement surmonté.

La deuxième est entre les progrès indiscutables apportés par le régime socialiste (encore qu'on pourrait se demander ce qu'il en aurait été dans le cadre d'une république vraiment démocratique) et le prix payé pour ces progrès, c'est à dire un encadrement strict de la population, des restrictions à certains droits, même fondamentaux, une bureaucratie envahissante. La libération du peuple a abouti aux purges, aux exécutions, aux goulags.

La troisième est que le socialisme russe s'est construit sur une base nationale et que, lorsque cela a été nécessaire, les internationa-